



INF'eau
Piscine et Spa

Mars 2016

Sommaire

INF'EAU DU MOIS

L'Assemblée Générale de la FPP à Bordeaux

INF'EAU ADHÉRENTS

Inscrivez vous à la Showroom Academy opus 2016 !

INF'EAU JURIDIQUES

Une piscine en zone A et en zone N : c'est possible !

INF'EAU NORMES

Focus sur les escaliers immergés dans la nouvelle norme européenne sur les piscines familiales

INF'EAU MEDIA

Bilan des relations presse sur 2015

FOCUS WEB

Le rapport d'activités 2015 est en ligne
RAPPEL !! Traitement des eaux de piscines

Prochain
rendez vous FPP :
Conférence de
presse
le 14 avril 2016
à Paris

Agenda mars

les réunions FPP:

14
mars

Conseil d'administration

15
mars

Assemblée Générale à Bordeaux

les réunions de normalisation :

8
mars

Réunion EUROPUMP

10
mars

WG4 webex meeting - normalisation européenne sur les spas domestiques

21
mars

Réunion EUROPUMP

31
mars

Groupe de coordination piscine P91A à l'AFNOR à Saint Denis (93)

Le chiffre du mois

1003

C'est le nombre
d'adhérents au 15
mars 2016.

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr



Comme vous le savez, le 15 mars dernier se déroulait l'Assemblée Générale de la **Fédération des Professionnels de la Piscine (FPP)** à Bordeaux.

L'occasion de faire un point sur l'année écoulée, d'élire six administrateurs (le Conseil d'administration est renouvelé par moitié chaque année) et de faire une synthèse des sujets abordés lors des Assises Professionnelles de la Piscine.

Saluons d'une part l'**arrivée d'un nouvel administrateur** élu au sein du collège BtoB : Christophe MATHY de la société LEA COMPOSITES et d'autre part, la **réélection de 5 administrateurs** Stéphane FIGUEROA de la société Fluidra, Gilles MOUCHIROUD de Desjoyaux pour les BtoB; Jacques BRAUN de Waterair, François GRILLARD d'Espaces Piscines et Stanislas TYMOWSKI d'Agretec pour les BtoC.

Le bureau continue son mandat en cours : Gilles MOUCHIROUD au poste de Président, François GRILLARD et Vincent QUERE en tant que vice-présidents, Jacques BRAUN et Hervé MERY en tant que secrétaires et Stéphane FIGUEROA au poste de trésorier.

Nous tenions également à remercier chaleureusement Daniel ROMAN dont le mandat s'achevait pour son travail au sein du conseil d'administration pendant toutes ces années.

Inf'eau adhérents : **Piscine Global - Inscrivez vous à la Showroom Academy 2016 !**



Pour les professionnels de la piscine, le showroom est devenu un enjeu majeur, une solution pour redonner aux consommateurs l'envie d'avoir envie, c'est l'enseignement qui est ressorti !

La **Showroom Academy** est le fruit d'un partenariat entre Piscine Global et L'Activité Piscine. L'objectif ? Mettre en avant et récompenser le savoir-faire des pisciniers en matière de conception, d'aménagement et d'organisation de leurs magasins.



Pour réaliser le showroom, Piscine Global et L'activité Piscine s'appuient sur des exemples concrets. Persuadés qu'il existe de nombreux points de ventes performants, et afin de mettre en avant le travail accompli, le concours « La Showroom Academy » a été créé. **Le succès a été au rendez-vous en 2014** 29 pisciniers ont participé et renvoyé des dossiers de grande qualité. Un jury de 10 professionnels s'est réuni à l'initiative de Piscine Global et de L'Activité Piscine, qui a élu 5 finalistes et un lauréat : [Piscines Debernardi à Saint-Alban-de-Roche \(38\)](#).

SHOWROOM ACADEMY OPUS 2016, C'EST PARTI !

La Showroom Academy est d'ores et déjà reconduite pour 2016. Vous êtes fiers de votre point de vente, de son aménagement, de ses performances ? Alors participez, c'est simple et facile.

[Téléchargez votre dossier ICI](#) et retournez-le avant le 16 septembre 2016.

Pour en savoir plus, rdv sur le site de Piscine Global [ICI](#)

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr



UNE PISCINE EN ZONE A ET ZONE N : C'EST POSSIBLE !

L'ordonnance 2015-1174 du 23 septembre 2015 a définitivement codifié les dispositions relatives aux nouvelles possibilités de construire en zone agricole et en zone naturelle.

Le Code de l'urbanisme s'est ainsi enrichi d'un article L151-12 (en remplacement de l'article L123-1-5 abrogé depuis le 1er janvier 2016)

Lequel article L151-12, nous précise en substance, que :

Dans les **zones agricoles, naturelles ou forestières** et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, **les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Ainsi, en zones agricoles et naturelles, les règlements de PLU ne peuvent-ils plus poser le principe d'une interdiction de réaliser une construction annexe ou une extension de l'habitation préexistante, alors même que le demandeur ne serait pas agriculteur.

Un projet de piscine extérieure ne devrait-il plus faire l'objet d'une opposition de principe, en dehors des règles d'implantation et/ou des limites d'emprise qui, elles, demeurent opposables.

Que faire en cas d'opposition de la mairie :

Dans l'hypothèse où un arrêté d'opposition serait rendu par la commune contre un projet de piscine, au seul motif qu'elle serait située en zone A ou en zone N, il est indispensable de réagir rapidement.

Un recours gracieux, pour lequel vous trouverez, ci-après, une suggestion de rédaction, a de bonnes chances de prospérer favorablement à condition d'être suffisamment et correctement motivé.

Le recours doit être adressé par voie de lettre recommandée, avec accusé de réception, dans les deux mois de la date de l'opposition.

Exemple de rédaction d'un recours gracieux :

Monsieur le Maire,

Je vous ai adressé, le 20 novembre 2015, une déclaration préalable en vue de réaliser un bassin de plein-air à usage de piscine à l'adresse du sur le territoire de la commune de.....

Dans le prolongement de cette demande, vous m'avez notifié une opposition par courrier, en date du 14 décembre 2015, aux termes duquel vous invoquez une prohibition de la construction envisagée en raison des dispositions du règlement de PLU applicable à la **zone A** et notamment :

« ... Considérant l'article A1 du règlement du plan local d'urbanisme, lequel dispose : sont interdits tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol, **à l'exception des constructions et installations strictement liées et nécessaires à l'exploitation agricole** telle que définie par l'article L311-1 du Code rural et aux services publics ou d'intérêt collectif »

Ce faisant, vous négligez l'importance des dispositions la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (n° 2014-1170 du 13 octobre 2014, modifié par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 - art. 8 [V]), et spécialement son article 25, actuellement codifié aux termes de l'article L151-12 du Code de l'urbanisme, lequel indique notamment : « ... Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières..., les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou **d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site... ». Il faut y lire la volonté du législateur de limiter certaines prérogatives locales. En effet, il n'est plus du ressort du règlement de PLU de décider de la possibilité d'extension des bâtiments d'habitation ou de construction d'un ouvrage annexe, l'article L151-12 du code de l'urbanisme fixe le principe de l'extension des bâtiments d'habitation existant ainsi que **la création de constructions annexes** en zone A et N.

A ce propos, concernant la question de l'intégration d'une piscine dans un environnement extra-urbain et particulièrement en zone N, nous pouvons affirmer, s'agissant d'un ouvrage d'infrastructure, dont l'emprise dimensionnelle ne dépasse pas le niveau du sol naturel, qu'il **ne dénature pas le caractère des lieux**. Le Conseil d'état nous le confirme dans un arrêt de réforme du 16/04/2008 – n° 305606 (Commune de Neubois) aux termes duquel il est précisé « ... la seule implantation de la piscine en zone NC ne suffisait pas, par elle-même, à caractériser une atteinte au paysage, le tribunal administratif n'a pas légalement justifié sa décision... ».

Ainsi, le propriétaire occupant d'un bâtiment strictement destiné à l'habitation **ne devrait-il pas être privé des droits d'améliorer son habitat par la création de la construction annexe envisagée**.

Dans ces conditions, au regard de ce qui précède, je sollicite, conformément aux dispositions des articles 18 et suivants de la loi 2000-321 du 12 avril 2000, un nouvel examen de ma demande dans le but de reconsidérer votre décision d'opposition.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma très respectueuse considération.



Retour

Suivant

Focus sur les escaliers immergés dans la nouvelle norme européenne sur les structures de piscines familiales (NF EN 16582-1)

Dans le prolongement de la publication « historique » des trois premières normes européennes sur les piscines domestiques, voici ci-dessous un petit focus sur une thématique traitée dans la partie I de la série de norme 16582 : **les escaliers immergés**.

Pour rappel, la nouvelle norme NF EN 16582-1 traite des exigences générales de sécurité et de performance avec les méthodes d'essai associées, applicables aux structures des piscines à enterrer, à poser sur le sol ou à encastrer, y compris leur installation et leurs moyens d'accès.

Parmi les différents thèmes développés, les caractéristiques dimensionnelles des escaliers immergés sont traitées au paragraphe 5.6. Au regard de l'utilisation très répandue des escaliers immergés comme moyen d'accès au bassin, ces exigences revêtent une importance accrue.

Le tableau et le schéma ci-dessous présentent les exigences dimensionnelles à respecter pour que l'escalier immergé soit conforme à la norme :

	Dimensions (en mm)	Minimum	Maximum
	Hauteur des abords du bassin par rapport à la première marche	/	400 ^a
	Hauteur entre deux marches	/	330
	Profondeur de la marche (quelle que soit la forme de la marche / voir aussi cote 5)	210 (minimum absolu), 250 (recommandé)	/
	Hauteur de la dernière marche par rapport au fond du bassin	/	/
	Largeur de marche des deux côtés de l'axe de l'escalier avec la profondeur de marche requise (voir cote 3)	160	/

^a Lorsque la hauteur entre la marche supérieure et la surface sur laquelle il est possible de marcher est supérieure à 400 mm, une main courante doit alors être installée. Cette hauteur maximale doit être inférieure ou égale à 450 mm (sans tolérance).

Illustration des cotes pour un escalier immergé à 4 marches

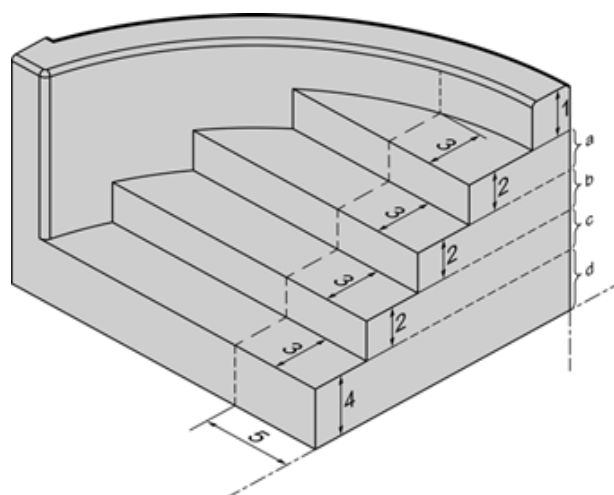
Légende

a : 1^{ère} marche

b : 2^{ème} marche

c : 3^{ème} marche

d : 4^{ème} marche



Les escaliers immergés implantés dans une zone du bassin où la profondeur est égale ou supérieure à 1300mm, doivent avoir à minima 3 marches (hors bord et fond de bassin).

Dans le cas d'un escalier manufacturé, les instructions relatives à sa mise en place (calage...) doivent être fournies avec l'escalier par le fabricant.

Aussi, les caractéristiques « matières » de l'escalier doivent permettre de l'entretenir facilement.

Pour en savoir plus, vous pouvez contacter notre ingénieur qualité Pierre IORIO [ici](#).

Retour

FOCUS WEB

Le rapport d'activité de la FPP 2015 est en ligne !

Vous pouvez désormais consulter le dernier rapport d'activités de la FPP opus 2015 sur notre site internet. Vous y trouverez toutes les informations sur les actions de la fédération sur cette année passée, les travaux des commissions, les points d'avancement sur les travaux de normalisation, et toutes les actions qui ont marqué l'année écoulée.

Pour le consulter, cliquez [ICI](#)



RAPPEL !! Le traitement des eaux de piscines

A toutes fins utiles, il est ici rappelé que, depuis juillet 2010, l'utilisation du **PHMB (PolyHexaMéthylène Biguanide - CAS : 91403-50-8)** n'est plus autorisée pour la désinfection des eaux de piscines recevant du public.

INF'eau Média

FPP : Bilan des relations presse sur 2015

2015 fut une année riche pour les relations presse. Près de 30 interviews organisées avec les membres de la FPP et des journalistes de la presse professionnelle, grand public, radio et TV.

Sur 2015, la FPP et le marché de la piscine ont bénéficié d'une **EXCELLENTE** couverture médiatique, avec près de 330 retombées médiatiques obtenues :

- 2 conférences de presse (avril et novembre 2015)
- 2278 citations
- 322 articles / reportages avec 838 visuels
- Audience estimée à plus de 380 millions de personnes soit entre 2.314.460 € et 2.893 .075 € (valeur estimative des surfaces de temps d'antenne)
- 18% en presse professionnelle / 82% en presse grand public et 41% sur internet
- 3 passages télé
- 3 passages radio

Ils nous ont rejoints ...



PAYSAGES ET PISCINES (01)
SL PISCINES (10)
EAU ET PIERRE SARL(13)
PISCINES 16 (16)
SOATEC SARL (16)
DESJOYAUX PISCINES 2B (20)
LOISIRS PISCINES 21 (21)

MEDIANET EURL (26)
PISCINES 78 (28)
SC PISCINES ET SPAS (30)
CR CONSTRUCTIONS (31)
DBA (33)
PISCINE EQUIPEMENT SERVICE (33)
PISCINES DE L'ATLANTIQUE (33)
CONFORT AQUATIQUE (34)
AGR PISCINE (34)
MIRISPORT SARL (38)

Contactez-nous :

Si vous avez des questions sur un des points traités dans cette newsletter, n'hésitez pas à nous contacter :

contact@propiscines.fr

MIRISPORT SARL (38)
ASSISTANCE PISCINES (44)
CORAL FRANCE SARL (66)
WALTER PISCINE (67)
SEINE ET MER PISCINES (76)
PISCINES ET SPAS 62/80 (80)
TORCHIA MICHEL (83)
PEPC SARL (86)
SARL SOBEL (87)
PISCINES AQUINOX (89)

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr